

Seconde consultation publique du 12 juillet 2024 relative aux conditions de modification par les gestionnaires de réseaux publics de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs en application de l'article L. 342-24 du code de l'énergie

Réponse d'EDF

Paris, le 16 septembre 2024

EDF remercie la CRE pour cette seconde consultation sur les conditions de modification par les gestionnaires de réseaux publics de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs en application de l'article L.342-24 du code de l'énergie, qui précise un certain nombre de paramètres suite à la première consultation.

EDF souhaite réexprimer sa demande de différer dans les ZNI l'application des dispositions de la présente consultation au jour où elles apparaîtront nécessaires. L'envoi d'indicateurs annuels à la CRE sur le nombre de nouvelles demandes et d'augmentation de puissance de raccordement des consommateurs HTA permettrait de suivre la dynamique de raccordement sur ce segment de client et de décider de la mise en application du dispositif le jour où il sera pertinent en ZNI.

Question 1 : Etes-vous favorable au passage à un système permettant à l'utilisateur d'avoir deux options concernant sa demande de raccordement ou d'augmentation de puissance de raccordement (avec ou sans montée en charge progressive) ?

EDF est favorable au passage à un système permettant à l'utilisateur d'avoir, au moment de sa demande raccordement ou d'augmentation de puissance, 2 options, ce qui laisse la liberté au client de définir le profil de sa montée en charge en fonction de ses besoins.

Concernant l'option 2, EDF alerte sur l'importance de définir des échéances pour la fixation des valeurs intermédiaires de puissance afin d'éviter un risque de détournement du dispositif par la fixation d'échéances en toute fin de période des 10 ans qui permettrait de s'affranchir de contrôles de la puissance à des moments intermédiaires. De plus, selon la réponse donnée à la question 4, une telle échéance tardive permettrait d'échapper à tout ou partie du dispositif de réduction de puissance de raccordement, avec un intérêt très réduit pour la collectivité. EDF est donc favorable à l'approbation par la CRE des résultats de la concertation sur les modalités précises de la montée en charge, notamment les échéances de valeurs intermédiaires de puissance.

En complément, EDF souhaite attirer l'attention de la CRE sur le sujet des copropriétés avec parking raccordées en HTA et celui des parkings de bâtiments non résidentiels. La loi LOM dans son article 64 impose aujourd'hui un pré-équipement des places de parking (Dans le résidentiel : 100% dans le neuf pour les permis déposés à partir du 11 mars 2021, 50% si moins de 40 places, 75% si plus de 40 places pour les permis antérieurs au 11 mars 2021, dans le non résidentiel : 20%), impliquant des percements pour accueillir le câblage et une réservation de puissance, dans l'objectif de faciliter l'installation de bornes de recharge individuelles ou d'une infrastructure collective. Toutefois, il n'y a aucune visibilité sur le rythme d'équipement des places, celui-ci étant dépendant des choix des utilisateurs, qui n'ont aucune contrainte. Cette situation pourrait conduire Enedis à une modification de la puissance de raccordement dans certains cas, probablement contre son gré, que l'option montée en charge soit retenue ou non.

Question 2 : Dans le cas où l'utilisateur déciderait de ne pas fournir de montée en charge mais de directement demander sa puissance de raccordement finale (option 1), êtes-vous favorable à la modification de sa puissance de raccordement après un délai de 5 ans en cas de non-utilisation ?

Pour une nouvelle installation, dans le cas l'option 1 retenue par l'utilisateur, EDF est favorable à la proposition de la CRE de modification de la puissance de raccordement après un délai de 5 ans en cas de non-utilisation. EDF soutient la nouvelle proposition de la CRE de porter de 2 à 5 ans le délai avant modification pour les utilisateurs raccordés au réseau de distribution.

EDF regrette toutefois qu'au bout de 5 ans la possibilité de justifier un éventuel besoin de ne pas perdre leur puissance de raccordement ne soit pas donné aux acteurs.

Question 3 : Etes-vous favorable aux modalités proposées concernant la possibilité pour l'utilisateur de demander une courbe de montée en charge à un horizon de 10 ans au moment de sa demande de raccordement ou de demande d'augmentation de puissance de raccordement (option 2) ?

EDF est favorable aux modalités proposées dans le cadre de l'option 2. Dans un souci d'efficacité du dispositif et de l'intérêt général, EDF souhaite que les puissances immédiatement disponibles au niveau du point de livraison puissent être communiquées par le gestionnaire de réseau aux demandeurs de raccordement, leur permettant ainsi d'élaborer de manière collaborative la première valeur de puissance intermédiaire. Ainsi EDF apprécie la poursuite de l'amélioration de l'outil CAPTEN pour les projets de producteurs HTA et BT, et attend le déploiement des pistes d'évolution de Caparéseau présentées par RTE pour permettre l'accès à l'information sur la capacité immédiatement disponible tel que présenté lors de l'atelier CRE "l'accessibilité et la valorisation des données" du 6 février 2024.

Question 4 : Dans le cas où l'utilisateur déciderait de fournir une courbe de montée en charge, êtes-vous favorable à la modification des puissances intermédiaires de la montée en charge jusqu'à la puissance de raccordement finale lorsque l'utilisateur ne respecte pas son engagement (avec une marge) ?

EDF est favorable à la modification des puissances intermédiaires de la montée en charge jusqu'à la puissance de raccordement finale lorsque l'utilisateur ne respecte pas son engagement, et soutient la définition des marges à la baisse et à la hausse par le biais de concertations avec RTE et les GRD.

Question 5 : Etes-vous favorable au niveau de prise en charge des coûts par le TURPE proposé par la CRE (60 % des coûts restant après réfaction) ?

Comme exprimé lors de la première consultation, EDF est en faveur d'une limitation dans le temps de demander de nouveau la puissance initiale de raccordement, limite qui pourrait dépendre de la durée de vie moyenne de l'ouvrage. A cette condition, EDF est favorable au niveau de prise en charge de 60%.

Question 6 : Etes-vous favorable à la marge de 15 % proposée ?

Avec l'application de cette formule, EDF souhaite attirer l'attention de la CRE sur le potentiel problème que les utilisateurs risquent de rencontrer avec la discrétisation de la puissance de raccordement en soutirage HTA-BT.

Lors de sa demande de raccordement, l'utilisateur en HTA doit choisir une puissance parmi des valeurs progressant par paliers, avec des pas de 250 puis 500 kW.

Cela signifie qu'un utilisateur consommant 1,6 MW demandera 2 MW et se retrouvera dans une situation de sous-utilisation de sa puissance de raccordement de 20% même s'il consomme effectivement les 1,6 MW demandés et verra donc sa puissance de raccordement diminuée en application de la formule à 115% de la puissance soutirée, c'est à dire 1,84 MW, or ce palier n'existe pas. Dans ce cas, le maintien

de la puissance de raccordement initiale est nécessaire, car la baisse d'un palier ne permet pas de répondre à la demande effective en soutirage.

Question 7 : Etes-vous favorable à l'historique de consommation de 5 ans proposé pour déterminer la puissance maximale soutirée ?

Dans le cas général, comme indiqué dans sa réponse précédente, EDF est favorable pour les installations de consommation à la prise en compte de l'historique de consommation de 5 ans proposé par la CRE, en complément des autres critères d'assouplissement de la formule de modification de la puissance de raccordement.

EDF souhaite tout de même attirer de nouveau l'attention de la CRE sur les consommations ponctuelles élevées pouvant avoir lieu lors des maintenances décennales de certaines installations de production, non perceptibles donc sur un historique de consommation de 5 ans.

Question 8 : Etes-vous favorable au pas de temps de 10 minutes proposé pour le calcul de la puissance maximale soutirée par l'utilisateur sur la période de 5 ans ?

EDF est favorable à la précision apportée par la CRE sur le pas de temps retenu dans le cadre de sa formule. Néanmoins, EDF attire l'attention de la CRE sur le fait qu'une réduction de la puissance de raccordement induite par la non prise en compte d'une puissance instantanée élevée au démarrage d'une installation thermique (d'une durée de l'ordre de 2 à 3 minutes, et donc inférieure au pas de 10 minutes retenu dans la formule) ne doit pas conduire à interdire le dépassement en instantané de la puissance de raccordement révisée, dès lors que la moyenne 10 minutes respecte cette nouvelle valeur.

EDF souhaite savoir s'il serait possible à RTE et Enedis de fournir les historiques des courbes de charges sur 10 ans aux sites qui en feraient la demande.

Question 9 : Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

A partir d'une modification de la valeur de la puissance de raccordement, EDF est favorable à ce que le gestionnaire de réseau procède à sa mise à jour annuelle et sa mise à disposition de l'utilisateur sur la base d'un historique glissant de consommation de 5 ans.